

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS !



La Cause du peuple

Journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire

N°62 JUILLET 2022

WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO

CRISES POLITIQUES,
INFLATION,
GUERRE...

LE NAUFRAGE IMPÉRIALISTE

LA SOLUTION
PROLÉTAIRE
CONTRE LA
MONTÉE DES
PRIX
(P.4)

LA JAMES
CONNOLLY
HOUSE
(P.7)

GUERRE EN
EUROPE :
COMMENT SE
POSITIONNE LE
PROLÉTARIAT?
(P.10)

THÉORIE :
INFLATION
EN RÉGIME
CAPITALISTE ET
LE SOCIALISME
(P.14)

CORSE :
INTERVIEW
D'UN
CAMARADE
INDÉPENDANTISTE
(P.16)

INFLATION : QUI PAIERA L'ADDITION ?

Turquie, 2022. Devant une boulangerie premier prix, des dizaines de personnes se massent en file d'attente pour obtenir du pain. La différence avec le pain traditionnel n'est que de quelques centimes, mais le coût de la vie a augmenté de plus de 50 % à Istanbul. Pour ces gens, c'est le seul moyen d'obtenir à manger. En Ukraine, avec la guerre, des files similaires existent. Et au Liban, au Niger, au Mali, au Chad ou au Burkina Faso, on se prive déjà de pain au blé à cause de l'augmentation rapide des prix. En France, des étudiant.e.s attendent aussi en ligne devant les banques alimentaires et les associations alertent sur le nombre de personnes pauvres. Les prix de toutes les denrées ont grimpé et nos courses coûtent plus cher que l'année passée.

Qui est le coupable de cette situation ? L'inflation, voilà la réponse régulièrement mise en avant par les politiques, les médias et les spécialistes. On peut la définir très simplement comme la montée générale des prix. Elle a toujours fait partie du paysage de l'économie capitaliste, mais dans les pays impérialistes comme la France, elle avait cessé de nous inquiéter depuis 30 ans. Mais voilà, cette année, avec la crise économique, son taux dépasse les 5 % en France, près de 10 % en Belgique, ou encore 8 % en Espagne. C'est le retour de la menace de l'inflation qui pèse sur le pouvoir d'achat. Il n'y a donc pas de surprise que ce même pouvoir d'achat soit la préoccupation principale en France. Voilà pourquoi, dans ce numéro, nous allons expliquer pourquoi l'inflation touche les masses du monde

entier à cause de la crise générale de l'impérialisme.

Mais en accusant l'inflation, on ne fait que la moitié du travail ! La hausse des prix, ce n'est pas une fatalité qui existe car il ne peut pas en être autrement : c'est un instrument économique de la bourgeoisie dans le marché pour maintenir ses profits et ne pas augmenter les salaires réels. Ce sont les larges masses qui encaissent le coût de l'inflation : à chaque fois que l'on achète son paquet de pâtes, son riz ou ses légumes ; pas la bourgeoisie. Là où nos petits livrets d'épargne (si on en a!) ne prennent que 0,5 % par an, les prix grimpent de 10 fois plus. Le SMIC se répand et les salaires qui étaient juste au dessus deviennent compressés par la montée des prix. Pour la bourgeoisie en revanche, les retours sur investissement de leurs portefeuilles financiers ne connaissent pas la crise.

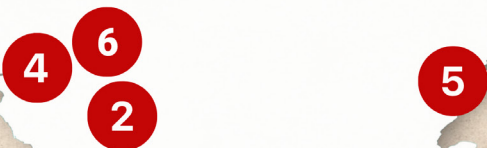
En France, les hausses de prix ont déjà entraîné des manifestations et sont à l'origine d'une grande partie de la grogne récente. De nombreuses grèves ont lieu dans le pays pour demander des hausses de salaire. Dans cette lutte, qui n'est rien d'autre qu'une lutte de classes, il est évident que les prolétaires de tous les pays ne peuvent compter que sur eux-mêmes et aller de l'avant en exigeant que leur travail leur permette de vivre dignement. Cette revendication basique a entraîné les gens par milliers dans la voie révolutionnaire par le passé, il est temps de recommencer !



Un homme vient de récupérer son précieux "pain du peuple", au prix plus bas que le pain classique qui a beaucoup augmenté. Les files d'attentes pour le pain se sont multipliées à Istanbul suite à l'inflation galopante en Turquie.

Brèves de luttes

Métropole française



1) GRÈVES DANS LES TRANSPORTS : AIGUILLEURS SNCF, CHAUFFEURS DE BUS KEOLIS, AGENTS M'TAG, RÉSEAU ASTUCE ET RATP...

Les grèves dans les transports pullulent en ce moment. En région toulousaine, 80 % des aiguilleuses et aiguilleurs des Midi-Pyrénées ont fait grève pour dénoncer le manque de personnel dans l'entreprise et le mépris de la direction. Cela fait suite à deux jours de grève en avril. A Aix-en-Provence, les conductrices et conducteurs de bus font grève illimitée pour dénoncer leurs conditions de travail et demander des hausses de salaires. En Isère, 200 agent.e.s techniques du réseau M'Tag sont en grève pour des meilleurs salaires. A Rouen, un mois d'une grève quotidienne d'une heure a été annoncé par les syndicats du réseau Astuce, les bus et tramways de la ville. Enfin, à Paris, les machinistes de la RATP en région parisienne s'opposent aux propositions de la direction sur les conditions de travail et les salaires qui suivront la fin de son monopole sur les bus de Paris et de la petite couronne. 16 000 machinistes font partie de la RATP. En bref, des milliers de prolétaires des transports se révoltent en ce moment contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail à travers toute la France !

2) VIENNE : GRÈVE CHEZ LVMH

Arco est un sous-traitant du groupe de luxe LVMH pour la fabrication de sacs, dans la Vienne. Après trois jours de grève majoritaire organisés par la #CGT Arco, les 550 grévistes ont gagné le bras de fer, sur un site comptant environ 1000 salarié.e.s. Le site compte 87% de femmes, qui se sont saisies de l'ouverture des négociations annuelles mercredi dernier pour lancer le mouvement de grève. Elles ont notamment obtenues une augmentation de salaire de 100€ net par mois, et une majoration de 25% des heures de travail de nuit.

3) AMAZON : GRÈVE ET DEBRAYAGES « SURPRISE »

Huit grands entrepôts perturbés chez Amazon France, c'est le résultat de la grève et des débrayages surprises qui ont perturbé l'entreprise. 1 200 à 1 500 grévistes ont ainsi participé à ce mouvement pour demander une hausse de salaires dans le contexte où le pouvoir d'achat baisse. L'augmentation proposée par Amazon se situe en dessous de l'inflation, et est donc jugée dérisoire par le front uni des syndicats. A Amazon, le management s'organise déjà contre la grève en mettant en place un fort renouvellement du personnel. Malgré cela, beaucoup de salarié.e.s ont suivi ce mouvement dans la logistique. Dans une industrie où les entrepôts ont ouvert récemment, cette progression du mouvement prolétaire est une excellente nouvelle.

4) NANTES : LA COMPAGNIE AÉRIENNE VOLOTEA VEUT CASSER LA GRÈVE

Une trentaine de personnel navigant de la compagnie aérienne espagnole Volotea a fait grève près de l'aéroport de Nantes, pour dénoncer les rallongement d'horaires et les salaires trop bas dans la compagnie low-cost. Nationalement, 60 % du personnel en CDI de la compagnie a suivi la grève. Le personnel dénonce : « *le copilote débutant, ici, il commence au Smic !* » ou encore « *on se cache dans le cockpit pour pleurer* ». Suite à ce mouvement, Volotea avait remplacé ses équipes de Nantes par d'autres salariés étrangers, afin de casser la grève. Les employé.e.s de Volotea ont donc annoncé poursuivre leur mouvement : « *on continuera de se battre* ».

5) DOUBS : 400 OUVRIÈRES ET OUVRIERS EN GRÈVE CHEZ L'ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE SIEDOUBS

Un piquet de grève suivi par 100 personnes, plus 400 grévistes sur deux sites, voilà le bilan de la grève des équipementier.e.s pour le grand groupe Stellantis (ex-PSA). Les salaires sont compressés autour de 1500€ par mois. Des ouvriers dénoncent les pressions de la direction : Khedidja et Killian, ouvriers sur le site, ont vu la BAC (Brigade Anti Criminalité) débarquer chez eux au petit matin pour réprimer leur droit de grève. Ces intimidations n'ont pas empêché les grévistes de continuer leur mouvement pour demander une hausse générale des salaires et des primes.

6) ANGERS : DEVANT LA MATERNITÉ, UNE MANIFESTATION POUR LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET L'OBTENTION D'UNE PRIME

Une cinquantaine d'infirmières puéricultrices, de cadres de santé mais aussi quelques médecins ont organisé en mai une manifestation « en chanson » avec beaucoup de pancartes pour demander le paiement de leurs heures supplémentaires et une prime, dont les infirmières puéricultrices sont exclues. La direction oppose au personnel l'argument légal car un décret restreint cette prime selon le ministère de la Santé. Cependant, comme dans le médico-social dont nous avons déjà parlé quelques numéros auparavant, la lutte a déjà permis à des centaines de personnes d'obtenir de telles primes à travers le pays.

LA SOLUTION PROLÉTAIRE CONTRE LA MONTÉE DES PRIX

Ça n'aura échappé à personne, les prix grimpent depuis plusieurs mois. Officiellement, le taux d'inflation (le pourcentage de hausse des prix) est à environ 5 % en France. Voilà plus de 35 ans qu'il n'avait pas atteint de tels chiffres ! Nous le constatons à chaque fois que l'on fait les courses, que l'on va à la boulangerie ou que l'on consulte nos factures d'énergie : tout coûte soudainement plus cher. Alors d'où vient cette montée des prix ? Et comment l'enrayer ?

L'INFLATION, CONSÉQUENCE DE LA CRISE GÉNÉRALE DE L'IMPÉRIALISME

L'inflation dont nous sommes témoins en France n'est pas unique en son genre. En fait, le monde entier subit une crise inflationniste en ce moment. Ce n'est pas la première fois que cela arrive.

Dans les années 70-80, au tournant qui a fait débiter la crise générale de l'impérialisme que nous connaissons aujourd'hui, pendant une dizaine d'années, les prix prenaient entre 5 % et 15 % de plus chaque année. Cela touchait tous les pays impérialistes, comme les principales puissances européennes ou encore les États-Unis. En 1974, le grand magazine « Time » faisait même sa une sur « la grande inflation ». Dans les pays opprimés d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie, la soumission

aux principales monnaies du monde (notamment le dollar) rendait l'inflation locale hors de contrôle. Au Congo par exemple, elle montait à 30 % dans les années 1980. Au Pérou, en 1988, les prix ont monté de 1 722 % en l'espace d'un an : on appelle ce phénomène l'hyperinflation, elle marque une crise immense pour l'économie.

Avant l'explosion de la crise impérialiste, la montée des prix, par exemple aux USA, était associée à la croissance économique. Les coûts et salaires augmentaient prétendument, alors les entreprises montaient également leurs prix. Mais avec la crise de l'impérialisme, la compétition vorace a produit une inflation galopante sans aucune amélioration des salaires. Dans les années 80, pour combattre cette inflation sans croissance, la plupart des bourgeoisies dans le monde ont adopté des mesures d'austérité (présidence Reagan aux USA, Thatcher au Royaume-Uni, le tournant de la rigueur en France...). Cela n'empêcha pas de nombreux pays de subir une inflation énorme dans les années 90 : Nicaragua, Argentine, République Démocratique du Congo, Yougoslavie, Turquie. En Russie, après la chute de l'URSS, les prix sont multipliés par 20 dans le cadre de la dérégulation et de la privatisation massive de l'économie.

La bourgeoisie, calculant ses prix par le marché dominé par des grands monopoles à notre époque, est la cause première de l'inflation. Chaque branche



Evolution du prix du paquet de pâtes en janvier 2022, on remarque que les marques distributeurs (les moins chères) sont celles qui augmentent le plus.



Des étudiant.e.s font la queue pour recevoir l'aide alimentaire en France

cherche à maintenir sa part du gâteau face à la quantité de monnaie qui circule dans l'économie. Il suffit d'une crise d'une branche (le pétrole par exemple) pour que les prix s'emballent, toute la bourgeoisie suivant le mouvement. Pour les entreprises impérialistes dans les pays opprimés, l'inflation est une belle opportunité de racheter des exploitations pour une bouchée de pain. Dans les pays impérialistes, elle est plus gênante car elle fait baisser la valeur des flux de capitaux. Le consensus des économistes bourgeois et des banques centrales des pays impérialistes depuis 30 ans est de vouloir garder l'inflation sous 2 % par an, coûte que coûte.

Actuellement, l'inflation que nous connaissons est la suite de la crise économique de 2020, amplifiée par la crise COVID. Les chaînes de production ont été fermées et les pénuries s'accumulent, faisant monter les prix. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a, à elle seule, créé des crises économiques énormes dans les domaines de l'énergie (gaz, pétrole, électricité) et même de l'agriculture (blé). Les pays impérialistes, en faisant marcher la planche à billet en 2020-2021 pour se maintenir la tête hors de l'eau, ont poussé l'inflation vers le haut. L'inflation est évidemment plus haute dans les pays opprimés d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie : Argentine, Nigeria, Inde, Turquie... Cela est une preuve de plus de l'origine de l'inflation dans la crise générale de l'impérialisme.

LES PRESCRIPTIONS DE LA BOURGEOISIE NOUS APPAUVRISSENT

Cette hausse de prix, il faut bien la payer. En France comme dans le reste du monde, qui passe à la caisse ?

Eh bien, quand on voit les matières premières qui ont le plus augmenté, il n'y a pas de doute. +62,2 % pour le café, 15 % pour le blé, 30 % pour le sucre... ce

sont des éléments de base de la consommation du prolétariat et des masses. Le papier toilette a pris 25 %, les pâtes jusqu'à 12 %. Notre pouvoir d'achat est compressé par des achats essentiels. Pire encore, les marques qui augmentent le plus leur prix sont les marques distributeurs premier prix, autrement dit, celles achetées en masse par les bas salaires et les familles qui comptent leurs sous. L'augmentation du tarif de l'électricité elle non plus ne s'arrête pas et continue de toucher les ménages les plus précaires. Même les petits plaisirs : restaurants pas chers, pâtisseries, loisirs... ne sont plus accessibles. En synthèse : il ne fait pas bon toucher un petit salaire ou une petite retraite dans la France de 2022 !

A l'échelle mondiale, c'est également le prolétariat et les masses populaires qui porteront sur leur dos les augmentations des prix. Dans les pays opprimés, la paysannerie est déjà écrasée par les prix auxquels seront négociées les matières premières.

Quelles sont les prescriptions de la bourgeoisie pour guérir ce mal ?

Chez Macron, on retrouve deux mesures : le chèque inflation et le blocage des prix (« bouclier tarifaire »). Le blocage des prix est revendiqué, dans une application plus large, par Mélenchon.

Le chèque inflation, c'est une indemnité de 100€ pour les français.e.s qui touchent moins de 2000€ par mois. Quant au blocage des prix, Macron l'a appliqué au gaz et à l'électricité pour l'année 2022, en plafonnant par exemple la hausse de l'électricité à 4 %.

Pourquoi ces mesures n'endiguent-elles pas l'inflation ? Le chèque inflation est une rustine : le pouvoir d'achat diminue de bien plus de 100€ réels, et il suffit d'un passage au supermarché pour que cette



À Tessi, une grève pour les salaires près de Lyon entamée en avril 2022

aide « exceptionnelle » soit dépensée immédiatement. Pour le blocage des prix, celui-ci peut avoir des effets à court terme. Pourtant, pour l'électricité par exemple, les factures continuent de grimper malgré le plafonnement, et EDF commence déjà à faire pression pour une augmentation plus haute des prix. Et que se passerait-il si les prix de denrées de première nécessité était bloqué ? Eh bien, les capitalistes sauraient passer outre, en créant des pénuries (par exemple en diminuant la production de baguette si son prix était plafonné) ou en proposant des biens de moins bonne qualité.

LA SOLUTION PROLÉTAIRE : LA LUTTE POUR LES SALAIRES ET LE SOCIALISME

Par rapport au pouvoir d'achat, plutôt qu'un chèque ponctuel, c'est la lutte pour les hausses de salaires qui est la solution. De dizaines de milliers de prolétaires l'ont compris en France, en témoignent les mouvements continus de grève de ces derniers mois qui demandent précisément cela. En France, des dividendes de 69,4 milliards d'euros ont été versés par les sociétés du CAC 40 en 2021, mais les salaires n'ont pas suivi.

Dans les entreprises en grève en ce moment, la plupart des syndicats demandent des augmentations du salaire au pourcentage, plutôt qu'une somme brute.

Par exemple, on demande 5 % d'augmentation pour égaler l'inflation, plutôt que 100€ d'augmentation mensuelle. Cette méthode est mauvaise ! Elle favorise les plus hauts salaires et les cadres, plutôt que le personnel exécutant. Il faut lutter pour des augmentations absolues en salaire net, pas seulement pour rattraper l'inflation, mais bien pour opposer les salaires du prolétariat aux profits de la bourgeoisie.

Quant aux prix qui flambent et que la bourgeoisie souhaiterait plafonner, nous ne pouvons pas nous en tenir à la manipulation bourgeoise des prix des marchandises. Pour assurer les besoins de chaque personne et réguler les prix, la planification socialiste est la seule solution, puisqu'elle permet de retirer le marché. En Chine socialiste par exemple, le prix du panier des premières nécessités baissait régulièrement, ce qui permettait au peuple d'acheter des biens de plus en plus diversifiés et d'économiser pour des achats de plus grande ampleur, en plus des services garantis gratuitement par l'économie socialiste comme la santé. A notre époque, cette solution est la seule qui nous permettrait d'organiser rationnellement les prix des marchandises en dehors de la course bourgeoise à des prix plus élevés. Des biens de première nécessité, comme l'eau, l'électricité ou le chauffage pourraient d'ores et déjà être sortis du marché pour des quantités de base, et être procurés à toutes et tous selon leurs besoins, et plus selon la taille de leur porte-monnaie.

LA JAMES CONNOLLY HOUSE

Le 1er mai 2022, la RWU (Revolutionary Workers Union/ Syndicat des Travailleuse.s Révolutionnaires) ainsi que d'autres activistes ont occupé un bâtiment dans le centre de Dublin, en Irlande. Le bâtiment en question était un ancien foyer pour les marins ayant servi pendant la première guerre mondiale (Seaman's Institute) puis un foyer pour mineurs (Lefroy House). Officiellement ce foyer appartient à la Salvation Army (l'Armée du Salut), qui l'a fermé début 2021. Le bâtiment est resté inoccupé jusqu'à ce que les activistes décident de directement prendre les choses en main. Le bâtiment a été renommé en l'honneur de James Connolly, le révolutionnaire syndicaliste ayant dirigé l'Irish Citizen Army (Armée citoyenne Irlandaise) durant la révolte de Pâques de 1916, date très importante dans la lutte pour l'indépendance et contre l'impérialisme anglais. Dès les premières heures d'occupation des bannières ont été accrochées, clamant « Ouvrez les logements vides » (open all vacant homes) et « Logement pour le peuple » (Housing for the people). En effet, l'Irlande est en pleine crise du logement, où il est extrêmement difficile de trouver un domicile à prix raisonnable et en bon état. Bien sûr, les propriétaires bourgeois profitent de cette situation en faisant des contrats injustes et souvent illégaux ou non déclarés. En Janvier 2022, 9150 personnes étaient à la rue, alors que plus de 100 000 logements ont été comptés vides fin 2021. Pour ceux ayant réussi à se loger, il peut exister un risque d'expulsion. L'Etat Irlandais libre, complice de cette crise, participe au meurtre de milliers de sans-abris.

Depuis le 1er mai ces camarades et de nombreux.euses volontaires travaillent sans relâche afin de rendre le bâtiment habitable en nettoyant et en faisant divers travaux. Une première tentative d'expulsion a eu lieu le 3 mai par la police et de agents de sécurité privés engagés par la Salvation Army. Face à cette tentative, les nouveaux.e.s occupant.e.s ont résisté et lancé un appel de rassemblement devant le bâtiment, auquel plus de 100 personnes ont répondu présent. Malgré les tentatives de la police, les portes ne leur ont pas été ouvertes.

La James Connolly House est devenue dès ses débuts un lieu de solidarité et d'organisation. Une bibliothèque a été mise en place, et des donations (nourriture, produits d'hygiène, duvets, matelas, etc) de l'extérieur sont reçues régulièrement. Devant la maison, des stands sont très souvent tenus pour distribuer des tracts et faire de la solidarité alimentaire. Des actions plus culturelles sont aussi

entreprises, entre de nombreuses créations de posters et d'affiches par divers soutiens et des cours de langue irlandaise tenus chaque semaine. Enfin des sessions de sport ont aussi eu lieu. Au bout de quelques semaines, des appartements du bâtiment ont été mis à disposition pour des personnes dans le besoin. D'autres organisations ont apporté leur aide, comme le CATU (Community Action Tenants Union) Ireland, un syndicat pour les communautés de locataires.

Au bout de deux semaines d'occupation environ, les anciens occupants de l'immeuble ont demandé une injonction contre la James Connolly House. En réponse à cela, divers rassemblements et sittings ont été organisés dans la ville. Au même moment, un autre bâtiment vide a été occupé et renommé la Liam Mellows House afin de libérer encore plus de logements.

Ces occupations menées par nos camarades irlandais est une action forte et remarquable, montrant que le peuple est capable de s'organiser et de se battre pour ses droits fondamentaux, contre la bourgeoisie et ses sbires. Solidarité à la James Connolly House! Dlíúthpháirtíocht le Teach Séamus ó Conghaile !



Luttes internationales

du prolétariat et des peuples opprimés

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE :

Depuis le 1er mai, la RWU (Revolutionary Workers Union) et d'autres activistes occupent un bâtiment à Dublin, renommé « James Connolly house », du nom du révolutionnaire ayant dirigé l'Irish Citizen Army (Armée citoyenne Irlandaise), pour protester contre le mal logement. Les militants luttent contre les tentatives d'expulsion et organisent la solidarité dans ce lieu avec toujours plus d'associations et un second bâtiment est occupé depuis le milieu du mois.

CHILI :

Mi-mai, l'armée a été déployée contre les populations indigènes du sud du pays, les mapuches, luttant pour l'accès à leurs terres, contre l'exploitation des grands propriétaires et l'Etat oppresseur. C'est une nouvelle preuve de l'impasse de la social-démocratie, alors que le gouvernement de Gabriel Boric se présentait comme une alternative « progressiste ». Plus tôt, une journaliste est décédée après avoir reçu une balle dans la tête alors qu'elle couvrait les manifestations du 1er mai. Des manifestants réclamant justice ont également été réprimés par la police.

TCHAD :

Ce mois-ci, le peuple est descendu dans la rue contre la

SUÈDE :

Fin avril, les masses suédoises engagées dans plusieurs manifestations offensives en l'honneur de Rasmus Paludan, le raciste danois « Stram Kurs ». Des barricades ont été montées et des policiers et militants ont été blessés.



présence française, soutenant la dictature militaire sanguinaire. Les manifestations s'inscrivent dans le cadre d'un mouvement des peuples d'Afrique de l'Ouest contre la France, qui y attaque les civils et reprends des civils dans ses prétendues luttes contre les "islamistes".

bises se sont
s jours de
réponse à la
e chef du parti
» (Ligne dure).
es et plusieurs
essés.

TADJIKISTAN :

La police tadjike a réprimé de manière meurtrière les manifestations qui ont éclaté à Khorugh, au Tadjikistan. Un manifestant aurait été tué par balles réelles. Les manifestations ont été déclenchées par la colère suscitée par la discrimination systématique à l'encontre de la minorité indigène Pamiris du Haut-Badakhchan, demandant notamment la démission du gouverneur de la région.

AFGHANISTAN :

Début mai, des femmes ont manifesté, visage découvert, à Kaboul, contre l'obligation du port du voile intégral qui leur est désormais imposé dans l'espace public. Elles ont défilé sur 200 mètres avant d'être arrêtées par les forces de police.

KANAKY : (NOUVELLE-CALÉDONIE)

En Kanaky, colonie française, les syndicats s'organisent contre la vie chère (augmentation du prix du carburant, gaz, électricité, alimentation..), et pointent du doigt la stagnation des salaires. Des journées de grève et de blocages routiers sont organisées, soutenues notamment par L'Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités (USTKE), principal syndicat indépendantiste.

SRI LANKA :

Dans tout le Sri Lanka, les manifestations se poursuivent depuis deux mois, concernant l'inflation et des pénuries de carburant, de nourriture et de médicaments. Les manifestants exigent la démission du président Gotabaya Rajapaks, en réponse de quoi ce dernier a autorisé l'armée à tirer sur la foule. L'inflation le mois dernier était de 34% par rapport à l'année précédente, et celle des produits d'alimentation de 45%. En défaut de paiement, le pays va contracter un prêt de 500 millions de dollars auprès de l'Inde pour acheter du carburant, après deux lignes de crédit de 700 millions de dollars.

inaire. Les
ement des
à plusieurs
mistes".

GUERRE EN EUROPE : COMMENT SE POSITIONNE LE PROLÉTARIAT?

La guerre interimpérialiste continue à s'intensifier avec l'invasion russe de l'Ukraine débutée le 24 février 2022. Elle s'introduit ainsi de plein fouet sur le continent européen. On ne peut plus parler de la guerre impérialiste comme un phénomène lointain se déroulant au Mali ou en Syrie. Dans les pays impérialistes alliés aux États-Unis, telle que la France, la solidarité «anti-guerre» de façade des États bourgeois est de mise. Ce ne sont pas les États-Unis ou la France qui débarquent leurs troupes dans un pays étranger, donc Macron, Biden et les autres dirigeants occidentaux laissent couler leurs larmes de crocodile pour le peuple ukrainien. Après des décennies de guerre en Afghanistan, en Iraq et en Syrie, les impérialistes des pays occidentaux, avec leurs mains dégoulinantes du sang des peuples opprimés, hurlent à la paix, en se solidarisant avec l'Ukraine et en décorant les bâtiments gouvernementaux avec le jaune et bleu du drapeau ukrainien. Tous les politiciens bourgeois, des sociaux-démocrates jusqu'aux fascistes, ouvrent leurs bras aux réfugiés ukrainiens, alors qu'ils continuent de laisser les réfugiés d'Afrique et d'Asie de l'Ouest se noyer dans la Méditerranée depuis près d'une décennie. La «solidarité avec l'Ukraine» est presque omniprésente dans le monde du divertissement aussi. Même les grandes entreprises occidentales réduisent leurs activités en Russie, incluant les entreprises françaises d'abord réticentes, telles que Renault et TotalEnergies, qui représentent le plus grand employeur étranger de Russie, employant 160 000 personnes dans un grand nombre de secteurs.

Comment comprendre cette réaction, sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale? Les deux poids deux mesures racistes dans l'attitude des politiciens impérialistes à l'égard des réfugiés ukrainiens est claire, surtout en Pologne, par où la plupart d'entre eux entrent dans l'UE pour des soins immédiats. Les blancs sont accueillis avec de la nourriture, des vêtements et des médicaments, alors

qu'en même temps, les réfugiés racisés, autorisés à atteindre la Pologne par la Biélorussie, sont accueillis en Europe avec des coups de matraque. Néanmoins, l'aspect raciste est secondaire. Afin d'arriver à la racine de n'importe quel phénomène, il faut dégager les questions secondaires pour découvrir la contradiction principale, pour ensuite comprendre tout le reste, sinon la confusion régnera.

À l'époque de l'impérialisme, cette contradiction principale réside entre le prolétariat exploité et la bourgeoisie impérialiste. En prenant compte de la centralité de l'impérialisme, la fonction du cirque humanitaire des impérialistes devient évidente : c'est une opération psychologique pour préparer les prolétaires pour la guerre symétrique entre grandes puissances, autrement dit, pour préparer les travailleuses et travailleurs des différents pays à se massacrer entre eux pour les intérêts capitalistes des impérialistes, chaque partie belligérante prétendant agir pour le bien de l'humanité. Alors que les prolétaires n'ont aucun intérêt à mourir et payer pour une guerre tournée contre eux-mêmes, ce qui se déroule déjà au quotidien avec l'inflation et la hausse des prix. Le prolétariat doit donc avoir sa propre position sur la guerre en Ukraine et en Europe pour se positionner ensemble comme une classe internationale qui lutte contre un ennemi commun. Afin de parvenir à cette position, il faut aborder quelques mensonges centraux de la campagne de propagande des impérialistes.

L'ÉTAT UKRAINIEN N'A JAMAIS REPRÉSENTÉ LA «SOVERAINETÉ» DU PEUPLE UKRAINIEN

Le discours de base des impérialistes occidentaux, exprimé dans le contexte du «droit international» bourgeois, est que la souveraineté ukrainienne a été violée par l'invasion russe. Cet argument revient à présenter une vision en noir et blanc : avant l'Ukraine



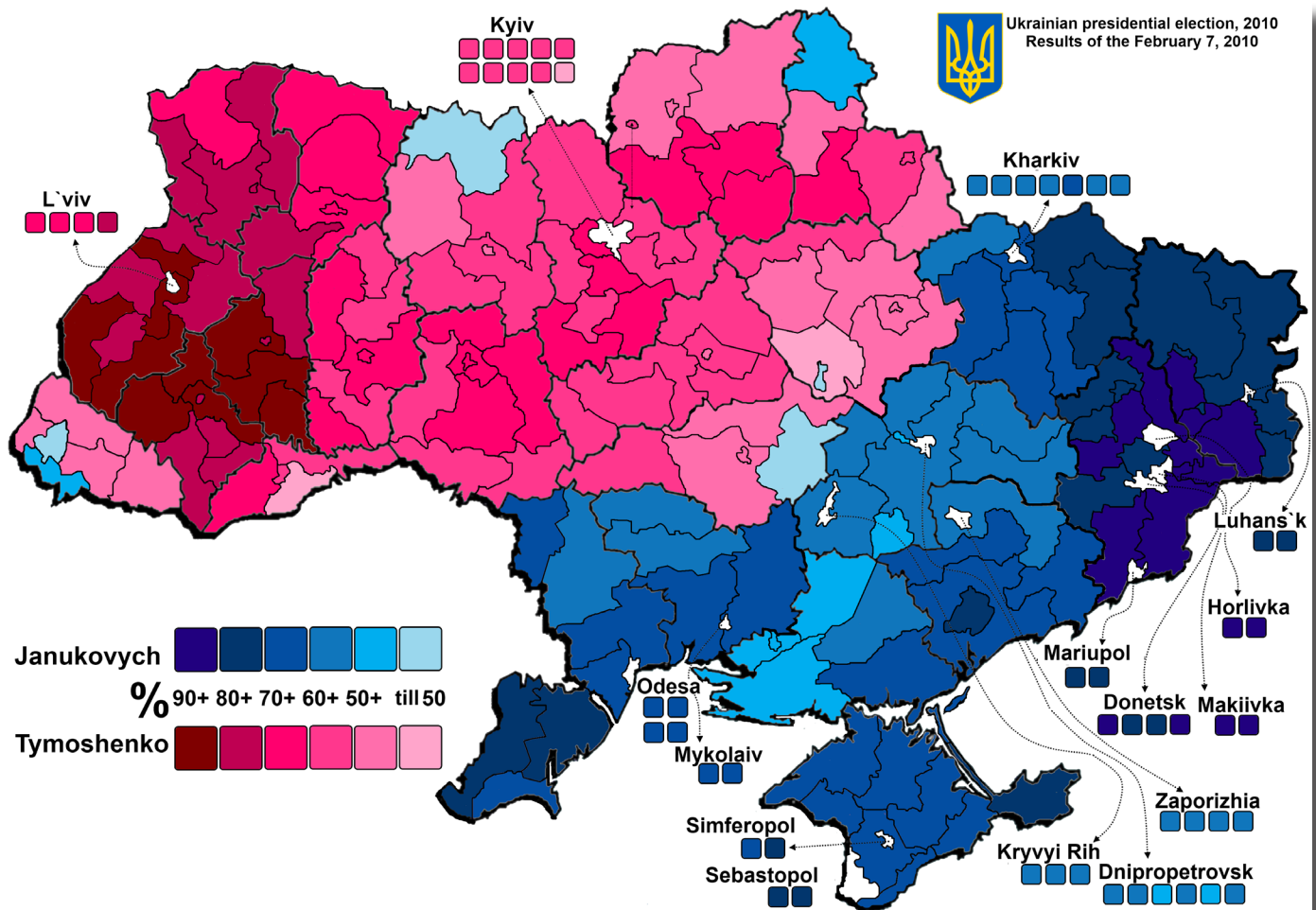
Plusieurs explosions ont été entendues dans les quartiers de Darnytsky et de Dniprovsky à Kiev.

était un pays libre, maintenant elle ne l'est plus. Cette simplification permet d'ignorer toute la complexité des contradictions politiques et de la ramener à une simple question morale. De leur côté, les impérialistes russes font usage d'arguments irrédentistes pour affirmer que les peuples ukrainiens et russes sont effectivement le même peuple, impliquant que la soumission à la Russie représente la souveraineté pour le peuple ukrainien. D'un point de vue marxiste, aucun de ces arguments n'est valable. Ce ne sont ni les décrets de la «loi internationale» ni les hypothèses irrédentistes qui déterminent la souveraineté.

Le grand marxiste et révolutionnaire russe, Vladimir Lénine (1870-1924), dans sa lutte contre les courants opportunistes du mouvement ouvrier, avait mis en évidence le dernier stade du développement du capitalisme, l'impérialisme. À ce stade actuel, les taux de profit des entreprises monopolistes entament un déclin variable, mais régulier. Afin de contrer cette tendance, les États impérialistes interviennent dans des pays «sous-développés», sous l'impulsion des grands bourgeois qui veulent y exporter leurs capitaux pour augmenter leurs taux de profit en obtenant un accès privilégié aux ressources naturelles, à la main-d'œuvre et au marché économique. À l'époque de l'impérialisme, il n'existe pas de pays au monde qui n'est pas déjà soit impérialiste, ou soumis à l'impérialisme, alors parler de souveraineté sous l'impérialisme concernant un quelconque pays opprimé est absurde. La République ukrainienne

actuelle ne représente pas un pays «souverain» qui a été envahi, mais une semicolonie, dominé à chaque moment de sa jeune histoire par des puissances impérialistes étrangères. La guerre actuelle n'est que l'éclatement ultime de sa condition matérielle, à savoir la grande plaine coincée entre la Russie impérialiste et les pays impérialistes occidentaux.

Le point culminant des événements qui ont conduit à la guerre actuelle en Ukraine remonte au Sommet de l'OTAN à Bucarest en 2008, quand le président étasunien de l'époque, George W. Bush, a soutenu la demande d'admission dans l'OTAN de l'Ukraine émise par le gouvernement proétasunien du président Viktor Iouchtchenko. Ce gouvernement est arrivé au pouvoir suite à la «Révolution orange» de 2004, un mouvement social à caractère libéral qui s'opposait au résultat du deuxième tour de l'élection présidentielle, qui avait déclaré le candidat prorusse Viktor Ianoukovytch gagnant. La pression populaire a conduit à ce que ce second tour soit rejoué au profit cette fois de Iouchtchenko. Néanmoins, la demande d'admission ukrainienne à l'OTAN a été refusée, afin de ne pas exacerber les tensions avec la Russie et Vladimir Poutine, lui-même présent au sommet. Toutefois, la demande d'adhésion a été réexaminée par la suite et l'alliance militaire n'a dès lors cessé de soulever la question de l'adhésion de l'Ukraine. Depuis, garder la direction de l'Ukraine sous l'emprise de l'impérialisme russe s'est révélée un objectif



Les résultats de l'élection présidentielle de 2010 illustrent comment la division linguistique de l'Ukraine divise également le pays sur le plan politique.

L'IMPÉRIALISME ET SES GUERRES

nécessaire pour le gouvernement de Poutine. Pour la Russie, l'Ukraine représente plus qu'une source d'exploitation impérialiste, elle est le plus grand pays tampon protégeant le noyau de la Russie. Ce noyau commence à l'ouest de la Russie et sa limite orientale approche la chaîne de montagnes de l'Oural. Il comprend 80 % de la population, concentrée dans les plus grandes villes du pays et englobe la majorité de l'infrastructure et de l'activité économique du pays. En adhérant à l'OTAN, l'Ukraine fera office de base militaire pour les puissances impérialistes occidentales, principalement pour les États-Unis, pour lancer une attaque qui pénètre directement dans le noyau russe sur une longue frontière de 2295 kilomètres, sans obstacle géographique important. Tandis que si l'Ukraine reste un pays tampon, le front de l'OTAN s'arrête à sa frontière occidentale avec la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie et la Roumanie. À l'exception de la partie polonaise, cette frontière est formée autour de la barrière naturelle de la chaîne de montagnes des Carpates.

Le coup d'État de 2014 contre le deuxième gouvernement de Ianoukovytch, à la suite des manifestations «Euromaïdan» en Ukraine, représente pour l'impérialisme russe une répétition de la menace de l'OTAN en 2008. Les manifestations ont été lancées après la décision du gouvernement de rejeter un accord d'échange avec l'UE en faveur d'un accord avec la Russie. Encouragés par les dirigeants étasuniens et leur complexe d'ONG¹, les manifestants avaient occupés la place principale de Kiev pour trois mois, qui s'est finalement transformé en une zone de guerre avec de nombreux tirs de sniper mortels, les meilleures preuves disponibles aujourd'hui indiquant qu'ils provenaient de bâtiments occupés par les manifestants². Sous la menace de la violence, Ianoukovytch s'est enfui en Russie et un nouveau gouvernement proétasunien a pris le pouvoir, par le moyen de ce qui se définit selon la constitution ukrainienne comme un coup d'État. C'est à la suite de cela que la guerre actuelle en Ukraine a commencé en 2014. La Russie a répondu en annexant la Crimée et en incitant et soutenant la guerre par procuration dans la région russophone du Donbass, à l'extrémité orientale de l'Ukraine. L'annexion de la Crimée en mars 2014 a garanti à la Russie un accès stratégique à la mer Noire, ce qui lui a donné un port maritime qu'elle peut utiliser 12 mois par an, ce dont elle a désespérément besoin pour le commerce et surtout pour sa marine. Du reste, la guerre dans le Donbass permet de créer une mini zone tampon en Ukraine pour la Russie, tout en déstabilisant l'intégrité territoriale et l'économie de l'Ukraine, ce qui l'empêche d'être un instrument utile pour les États-Unis et les puissances impérialistes européennes. Toute question d'alliance militaire ou d'intégration économique avec les pays occidentaux, telle que l'adhésion à l'OTAN et le rattachement à l'UE, est bloquée par la situation de crise constante du pays créé par la Russie. Avec l'invasion, l'impérialisme russe cherche à reprendre le

contrôle de la semicolonie ukrainienne des mains du régime proétasunien arrivé au pouvoir en 2014.

La situation en Ukraine a été rendue possible en application de la stratégie politique du «diviser pour mieux régner». Les peuples ukrainiens et russes partagent des origines historiques communes et la frontière qui les divise ne représente pas une frontière nationale parfaitement tranchée, mais plutôt une zone générale où Ukrainiens et Russes se mélangent et transitionnent entre eux. Toute frontière d'État-nation bourgeoise partage plus ou moins ce caractère de transition culturelle, comme l'Alsace en France, par rapport à l'Allemagne. Les seules exceptions sont les frontières qui divisent un même peuple, tel que la frontière entre les deux Corées, et celles où les peuples indigènes ont subi des génocides pour instaurer une culture homogène, telles que les zones frontalières entièrement anglophones entre les États-Unis et le Canada. L'Ukraine est particulière en ce que cette transition avec la nation russe inclut les parties est et sud du pays. Cette population s'identifie quand même majoritairement comme ukrainienne, mais son lien avec la culture russe est également profond, elle parle le russe ou un mélange de russe et d'ukrainien, le sourjyk. Avant l'annexion de la Crimée et la déclaration des deux régions «autonomes» au Donbass, l'Ukraine était presque divisée à parts égales entre populations parlant l'ukrainien et population plus ou moins russophone, situation rendue possible par la livraison de la Crimée à la République socialiste soviétique d'Ukraine en 1954, sous la direction soviétique du révisionniste Nikita Khrouchtchev. Après la chute de l'URSS, c'est cette division qui déterminait si les résultats électoraux seraient en faveur d'un candidat



¹ LES ENJEUX EUROPÉENS DU MOUVEMENT DE DÉMOCRATIE EN BIÉLORUSSIE : UN APÉRITIF POUR UN FESTIN IMPÉRIALISTE SANGLANT (PARTIE II) <https://www.causedupeuple.info/2020/09/22/les-enjeux-europeens-du-mouvement-de-democratie-en-bielorussie-un-aperitif-pour-un-festin-imperialiste-sanglant-partie-ii/>

² THE HIDDEN ORIGIN OF THE ESCALATING UKRAINE-RUSSIA CONFLICT <https://canadiandimension.com/articles/view/the-hidden-origin-of-the-escalating-ukraine-russia-conflict>

pro-UE et proétasunien ou prorusse. Pendant plus de deux décennies, la Russie a pu rester la puissance impérialiste principale en Ukraine en parvenant à faire pencher la balance en faveur des candidats prorusses. Les États-Unis ont tenté de contrer la tendance par moyen de guerre hybride, notamment en préparant le terrain à des «révolutions de couleurs», telles que la «révolution orange» de 2004 et les manifestations «Euromaïdan» entre 2013 et 2014. Depuis le succès de la «révolution» en 2014, les gouvernements fantoches proétasuniens successifs, dans leurs délires nationalistes, ont continué à introduire des lois pour réprimer l'utilisation de la langue russe, ralliant les Ukrainiens nationalistes et conduisant des Ukrainiens russophones à sympathiser avec la Russie. L'équilibre démographique qui se manifestait dans le résultat des élections nationales avant 2014 a pris fin avec la non-participation des zones fortement imprégnées par la culture russe de la Crimée et des deux régions «autonomes» au Donbass. Donc, depuis 2014, la tendance qui l'emporte dans les élections nationales est nationaliste ukrainienne et antirusse. Du côté russe, la propagande met en avant le caractère ultranationaliste antirusse du régime ukrainien. Lequel a, par exemple, héroïsé les collaborateurs nazis, notamment Stepan Bandera et autres membres de l'Organisation des nationalistes ukrainiens, impliqués dans le génocide de Polonais, de Roms et de Russes. Cette propagande renforce ainsi encore davantage la division nationale. C'est donc bien avant l'invasion russe de 2022 que l'Ukraine a été partitionnée entre puissances impérialistes, à l'encontre des intérêts de tout le peuple ukrainien.

Alors que les impérialistes russes, étasuniens et européens appellent à la paix et l'unité en Ukraine, chacune de leurs actions à l'égard de l'Ukraine a en vérité servi à semer la division, afin que les Ukrainiens se massacrent entre eux. L'objectif étant pour les impérialistes de consolider leurs positions géopolitiques dans la guerre interimpérialiste pour maximiser les profits. Chaque partie impérialiste étrangère montre l'autre du doigt tout en appelant à la réconciliation, alors que leurs principales actions consistent à envoyer des armes, des consultants militaires et des armées entières dans le pays afin d'accaparer le pays à leur profit, tandis que le sang ukrainien continue d'être versé.

CE N'EST PAS JUSTE LA FAUTE DE POUTINE, C'EST CELLE DE L'IMPÉRIALISME DANS SA TOTALITÉ

Un autre moyen de dissimuler la nature impérialiste de la guerre est de faire porter toute la responsabilité de la guerre sur le caractère maléfique du chef historique et actuel de la Fédération russe, Vladimir Poutine. Cet argument superficiel réduit la cause de la politique agressive de la Russie aux idées d'un homme et de son cercle d'élite, notamment en comparant Poutine à Adolf Hitler. Cette comparaison à l'icône du mal dans la politique sert également à réduire la

complexité politique de la guerre interimpérialiste en une simple question morale. Premièrement, il est simplement insultant pour les dizaines de millions de victimes du nazisme, surtout les victimes de la Shoah, de comparer ce que fait Poutine à ce qu'ont fait les nazis. Bien que les deux contextes relèvent de la guerre impérialiste, ils ne sont pas du tout comparables en échelle. La comparaison est aussi totalement cynique, car dans la période de la «Guerre contre la terreur» après le 11 septembre, la Russie de Poutine était vu par l'OTAN comme un allié stratégique de sécurité, alors que c'était le dictateur de l'Iraq, Saddam Hussein, qui était comparé à Hitler. De l'autre côté, Poutine justifie l'invasion de l'Ukraine en la qualifiant «d'opération antinazie».

Les comparaisons à Hitler et au nazisme servent bien plus qu'à simplifier notre regard sur les choses, en comparant la guerre juste contre le nazisme avec la guerre impérialiste, qui est un crime contre les prolétaires et les paysans du monde entier. Le fascisme hitlérien était l'expression la plus violente et dévastatrice de l'impérialisme et il a été écrasé principalement par l'Armée rouge de l'Union soviétique, sous la direction du camarade Staline. Dans cette guerre sans comparaison, l'expression politique la plus dégénérée de la dictature bourgeoise, incarnée par l'Allemagne nazie, a affronté la dictature du prolétariat, incarnée à l'époque dans sa forme la plus aboutie par l'Union soviétique. Dans la guerre en Ukraine actuelle, les prolétaires n'ont pas d'État ni d'armée. Ils se trouvent coincés sans défense entre les armées et les mandataires de la bourgeoisie impérialiste, la même classe sociale qui avait parrainé Hitler et la montée en puissance du Parti nazi pour écraser le mouvement prolétaire. Poutine n'est pas Hitler et si Poutine n'avait jamais existé, un autre politicien serait là à sa place pour exécuter la même politique au service de la bourgeoisie impérialiste russe.

**RETROUVER LA SUITE DE
CET ARTICLE SUR NOTRE
SITE : CAUSEDUPEUPLE.
INFO**



THÉORIE : L'INFLATION EN RÉGIME CAPITALISTE ET LE SOCIALISME

En économie, l'inflation est un sujet éminemment politique, et les théories se bousculent pour l'expliquer et la combattre. Qu'est-ce que l'inflation ? C'est la hausse générale des prix, c'est-à-dire une baisse de la valeur de l'argent. En deux mots : votre billet de 20€ permet d'acheter moins de choses aujourd'hui par rapport à hier.

D'OÙ VIENT L'INFLATION ? LA PRODUCTION OU LA CONSOMMATION ?

Dans les théories en vogue en économie bourgeoise, l'inflation est causée par les gouvernements qui « impriment » de la monnaie et inondent le marché avec, sans que de la valeur nouvelle soit créée. Pour expliquer l'inflation, on se concentre aussi sur la psychologie : on parle de « spirale inflationniste » ou de « panique monétaire » pour expliquer des montées « irrationnelles » de prix à cause des préférences des usagers.

Mais c'est prendre le problème à l'envers que de chercher la raison de l'inflation dans la monnaie elle-même. Ce n'est pas au moment de la consommation que l'inflation se joue, mais lors de la production.

L'inflation n'est donc pas un phénomène qui touche seulement l'argent, c'est une donnée de l'économie capitaliste actuelle. Dans cette économie, l'argent est une marchandise comme les autres, qui dispose de la spécificité de s'échanger contre toutes les autres. Elle est donc liée à toute la production. L'inflation représente donc la réaction à la production de valeur (qui aboutit aux salaires, donc au pouvoir d'achat d'un côté, et au profit de l'autre) et aux réserves de monnaie dans l'économie.

Prenons un exemple : nous vivons dans des économies très endettées. L'augmentation continue de la dette signifie que les banques qui prêtent créent de la monnaie pour permettre l'endettement. Si l'inflation était seulement une réaction monétaire à la quantité de monnaie, alors cela causerait immédiatement de l'inflation. Or, dans les années 90, l'inflation était très basse alors que la création monétaire augmentait et la dette aussi, en France comme aux États-Unis par exemple. Cela ne veut pas dire que la création monétaire n'a pas d'impact, mais que si elle n'est pas liée à un changement dans la production, alors elle ne permet pas d'expliquer le niveau d'inflation.





L'INFLATION EST UN SYMBOLE DE LA CRISE DE L'IMPÉRIALISME

Dans l'économie de l'impérialisme actuel, les chaînes de production sont longues et complexes. Tous les pays sont intégrés à des réseaux logistiques, et la circulation des marchandises (et donc de la monnaie) dépend d'optimisations constantes de la productivité sur des chaînes internationales. Par exemple, la valeur d'un t-shirt est optimisée en sélectionnant le pays où le coton permet le plus de profit, en le faisant tisser dans le pays où la main d'œuvre permet le plus de profit, avant de le faire transporter par bateau via le chemin qui permet le plus de profit... etc. Les variations dans la productivité entraînent des variations dans les salaires et le profit à tous les niveaux de la chaîne : combiné avec ce que nous avons dit plus haut sur le rôle de la monnaie, cela peut causer une augmentation de l'inflation.

La crise que nous connaissons est marquée par la crise économique des vieilles puissances impérialistes, incapables de maintenir leurs profits sans exploiter davantage. Tout cela dans un contexte de crise internationale (COVID) qui a stoppé le commerce et conduit à des « plans de sauvetage » coûtant des milliers de milliards de dollars, d'euros, de yen, de yuan... La suraccumulation de capital ces dernières années, et inversement la crise globale des chaînes de production et les pénuries (de composants électroniques par exemple), ou encore l'impact de

l'invasion de l'Ukraine sur la production, ne peuvent que causer de l'inflation, pas seulement dans un ou deux pays, mais mondialement. Cette fois-ci, les pays impérialistes n'en sont pas protégés : c'est leur crise qu'ils paient eux-mêmes.

L'inflation est un symbole de la lutte de classes dans l'impérialisme, elle fait baisser notre pouvoir d'achat (donc nos salaires réels), maintient artificiellement la valeur du capital sous les autres formes que l'argent (actifs en bourse, stocks), et permet de justifier toutes les politiques économiques bourgeoises. Par exemple, c'est largement car l'inflation « doit » être maintenue à 2 % dans la théorie économique bourgeoise actuelle que les banques centrales, comme la Banque Centrale Européenne, agissent comme elles le font.

Sous le socialisme, l'inflation est éliminée par le contrôle des prix basé sur la planification de la production. Dans les expériences historiques du socialisme, en Russie ou en Chine, les nouveaux systèmes monétaires permettaient au pouvoir d'achat d'augmenter plutôt que de diminuer à cause d'une inflation incontrôlée. Le risque d'une dilapidation de la valeur de l'argent était totalement éliminé. A notre époque, où les prix sont si volatiles et où notre pouvoir d'achat fond, le socialisme est la seule solution durable pour résoudre le problème de l'inflation.

CORSE : INTERVIEW D'UN CAMARADE INDÉPENDANTISTE

Depuis mars, la situation en Corse est explosive. L'assassinat d'Yvan Colonna, ancien membre du Front de Libération Nationale Corse (FLNC), alors qu'il était emprisonné par l'Etat français, a été l'occasion pour les Corses de manifester leur colère contre l'Etat français, dont ils accusent l'emprise politique et économique, ainsi que le terrorisme d'Etat depuis la conquête de l'île en 1769, en passant par la répression du mouvement national dès les années 70. Avec l'actualité internationale, la couverture médiatique de ces événements est famélique, et la représentation des revendications des Corses est comme toujours mal comprise ou tout simplement caricaturée par les médias français. Pour dissiper ce brouillard, nous avons demandé un entretien avec Manu, secrétaire de section de la Ghjuventù Cumunista, une organisation communiste militant pour l'indépendance de l'île. Si nous ne partageons pas toutes les positions avancées par notre camarade, il nous paraît essentiel d'entendre et de propager la voix des révolutionnaires corses chez nos lecteurs et lectrices.

CDP : Bonjour Manu, le comité de rédaction de la Cause du Peuple vous remercie de nous accorder cet entretien. Pouvez-vous vous présenter brièvement ?

M : Bonghjornu cumpà. Je suis secrétaire de section de la Ghjuventù Cumunista Cismuntica (Jeunesse Communiste Haute-Corse), une organisation de jeunesse marxiste-léniniste indépendante. Par contre, nous n'avons aucun lien avec le MJCF (ndlr : Mouvement Jeunes Communistes de France, organisation de jeunesse du Parti « Communiste » Français) et ce depuis notre création.

CDP : La Corse est depuis quelques mois plongée dans l'actualité brûlante. Quelle est votre analyse sur la situation sociale en Corse, qu'est-ce qui explique cet embrasement ?

M : Notre analyse en tant qu'organisation de

jeunesse d'avant-garde, et en tant que communistes révolutionnaires, des récents mouvements sociaux en Corse est que cette révolte n'est que la manifestation d'une colère populaire trop longtemps contenue depuis la fin de la lutte armée et même depuis bien avant. Le climat social et économique en Corse est catastrophique. En cause, l'impérialisme français et sa politique capitaliste, qui a fait passer notre île d'un pays auto-suffisant à un dortoir pour touristes, détruisant notre économie et notre culture. La Corse est la « région » la plus pauvre de France, avec pourtant le plus grand nombre de millionnaires, c'est une dichotomie flagrante. Cependant, si les voix s'élevant de ces mouvements réclament le droit à l'auto-détermination, l'indépendance ou l'autonomie selon les groupes, notre discours anticapitaliste pour une indépendance socialiste est minoritaire, la lutte nationaliste corse est aux mains des partis légalistes bourgeois et majoritairement de droite libérale depuis plus de 20 ans. Notre rôle est donc d'éveiller une conscience de classe chez ces jeunes qui sont en première ligne, la jeunesse étant très majoritaire dans les émeutes violentes et dans les mouvements, afin que leur colère ne soit pas redirigée au mauvais endroit et qu'ils ne soient embrigadés par la bourgeoisie.

CDP : Sur la situation économique de la Corse sous domination française. On a pu voir certains militants corses affirmer que la Corse subit actuellement une politique coloniale de la part de l'Etat français, que pensez-vous, vous et la Ghjuventù Cumunista, de cette position ?

M : Le caractère impérialiste et colonial de la politique française en Corse est indéniable. La France a pris le pouvoir en Corse par les armes, en déposant Pasquale Paoli (ndlr : Pasquale Paoli est une grande figure du mouvement national corse, connu comme le fondateur de la République corse, première république bourgeoise européenne qui a existé de



1755 jusqu'en 1769 avec l'invasion française de l'île), puis a fait subir à la Corse des décennies d'oppression, tant culturelles que politiques et économiques. La destruction de l'économie agro-pastorale corse au profit du tout-tourisme en est un bon exemple aujourd'hui. L'économie actuelle favorise le patronat, la bourgeoisie compradore corse et la bourgeoisie française, l'investissement des acteurs du BTP et de la restauration. Pendant ce temps-là, 30 % des 18 à 25 ans sont au chômage et ¼ des Corses vivent sous le seuil de pauvreté. La langue corse fut interdite pendant des dizaines d'années, causant sa quasi-disparition. Les militants patriotes sont emprisonnés souvent dans des conditions injustifiables et illégales, faisant d'eux de fait des prisonniers politiques, les exemples en sont légion. Autre exemple parlant, depuis plusieurs années pendant la saison touristique estivale, au-delà des problèmes de logistique sur les routes ou les logements et la spéculation immobilière, l'eau et l'électricité sont parfois purement et simplement coupées, ou réduits, avec un message semblable : « En raison d'une trop grande activité sur l'île, l'eau/l'électricité sera coupée du - au - pour laisser la priorité aux hôtels ». En France, la totalité des permis de construire sur 5 ans est en baisse d'environ 5 à 10 %. En Corse, elle est en hausse de 26 %, créant encore plus de problèmes de logements, de villages-dortoirs et de destruction du littoral, et donc une crise du logement importante chez la population locale. Et il va sans dire que ces logements sont pour l'hôtellerie, le tourisme de luxe et profitent qu'au patronat, et ne créent que des emplois précaires de saisonniers pour les Corses. En tant que marxistes-léninistes, nous venons analyser et lutter contre l'impérialisme, pour le droit des peuples à l'auto-détermination.

CDP : Alors, quelle stratégie utilise l'Etat français pour maintenir son contrôle sur l'île, surtout aujourd'hui avec la montée du sentiment d'exaspération envers la France ?

M : La stratégie première de l'Etat colonial français pour maintenir son contrôle, au-delà de la mainmise économique qu'il exerce par le tout-tourisme (que nous comptons défaire par la collectivisation des terres, la nationalisation et réindustrialisation sous le socialisme), est évidemment la répression accrue par les forces armées, la police, les CRS et les gendarmes mobiles, qui sont en écrasante majorité des Français touchant une double prime d'éloignement et de risque pour s'installer en Corse (le tout financé par nos impôts). La base militaire de Solenzara permet aussi à la France d'avoir toute la Méditerranée à portée, et de maintenir une base directement chez nous. Aussi, il y a bien entendu le système judiciaire bourgeois comme nous l'avons vu maintes fois maintenant, qui fait de chaque dissident corse un exemple, le plus souvent à l'encontre des lois et de l'impartialité. Nous avons vu aussi, pendant les années du FLNC et de nouveau récemment, l'usage de barbouzes pour commettre des assassinats politiques, des incendies criminels pour manipuler l'opinion publique ou déclencher des enquêtes, légitimant l'enlèvement et le passage à tabac de jeunes avant leur garde à vue, l'escalade de la violence et la provocation au contact pendant les

mobilisations lycéennes. Ces images de violence des forces de répression ont fait parler d'elles et nous y sommes habitués, mais l'autodéfense populaire est organisée, et durant les mouvements récents, nous avons pu faire face et même faire battre en retraite les contingents de milliers de renforts envoyés du continent.

CDP : Dans l'optique d'une révolution, il est important de savoir où se trouvent ses ennemis et où se trouvent ses amis. Quelle est votre vision des contradictions de classe du mouvement national corse ?

M : Comme je le disais plus tôt, la lutte nationaliste corse est trustée depuis 20 ans par une droite libérale et des partis légalistes bourgeois, qui entretiennent la confusion sur leur ligne politique à des fins électorales. Nous savons que la lutte institutionnelle ne nous donnera rien, et que les nationalistes au pouvoir depuis 8 ans n'ont rien apporté de plus que les partis classiques du continent. Ce sont pour la plupart des alliés objectifs de la bourgeoisie française. En quelques semaines d'émeutes violentes, nous avons obtenu ce qu'eux demandaient depuis 7 ans. Cependant, nous sommes aussi au clair sur la situation du communisme révolutionnaire en Corse, et notre besoin forcé par les conditions matérielles, ainsi que par le rapport de force, de composer avec certains de ces mouvements sur différents points, d'autant plus dans un contexte d'unité nationale pour la lutte de libération. Ces mouvements ont de plus permis de faire entendre notre voix pour l'indépendance socialiste et à redonner une dynamique au mouvement national. Nous ne sommes pas dupes pour autant sur les intérêts de classe de ces notables, et nous travaillons sur un front commun des forces révolutionnaires corses pour l'auto-détermination et le socialisme.

CDP : Sur le monopole de cette droite dans le mouvement national corse, les médias français mettent l'accent sur la place importante qu'y occuperait l'extrême-droite. Qu'en est-il réellement ?

M : L'extrême-droite en tant que parti local n'existe quasiment pas en Corse. Ils font tout juste 10 % aux législatives depuis des années, mais elle se retrouve chez certains cadres de ces partis et dans un certain nombre parmi la base militante nationaliste. Cette mouvance est née de la purge et/ou de l'assassinat de membres fondateurs et actifs d'extrême-gauche du FLNC par les mafieux et par l'Etat français. Elle est aussi née d'une volonté des notables au sein des partis légalistes de ne pas former de cadres théoriquement et politiquement, et d'entretenir la confusion sur l'immigration, la communauté de destin, la citoyenneté corse, le tout à des fins électorales pour profiter du contexte européen de montée du fascisme. Cependant, durant les mobilisations, le mot d'ordre était clair : « Statu Francese assassinu » (ndlr : « Etat français assassin »). L'Etat français est responsable, et non pas l'Islam ou l'immigration. S'il y a eu des actes minoritaires de racisme (condamnés d'ailleurs mais pas assez), ils ne sont pas représentatifs du contexte corse, mais bien d'une extrême-droite à 40 % dans toute la France, attisée par la pente fascisante du



Images de la manifestation en soutien à Yvan Colonna à Bastia en mars, la jeunesse prolétaire corse est à l'avant-garde contre l'impérialisme français.

capitalisme-impérialisme. Les 58 % de Le Pen en Corse sont alarmants, et ceux qui affirment le contraire, ou qui se dédouanent sur « les Français » sont des nervis fascistes. Nous devons analyser et combattre la réaction au sein de notre île, mais cette analyse montre aussi que 40 % des Corses se sont abstenus, et que beaucoup ont voté par rejet du gouvernement Macron. Nous ne devons cependant pas nier un repli identitaire, ni cacher le rôle des têtes nationalistes dans cette montée du fascisme.

CDP : Dans ce cas, face à toutes ces contradictions, quelle stratégie révolutionnaire pour les Corses ? Quel rôle doit prendre la Ghjuventù Cumunista dans cette stratégie ?

M : Comme je le disais plus haut, notre rôle en tant qu'avant-garde est d'éveiller une conscience de classe chez les jeunes prolétaires qui se sont révoltés, et qui ont subi la répression de plein fouet avant de se faire embrigader par des partis légalistes faisant leur beurre sur le dos d'une colère populaire, dont ils sont en partie responsables. Nous devons propager notre vision politique d'une Corse indépendante socialiste, et pour ce faire, nous faisons front commun avec les forces révolutionnaires corses au sein d'un réseau de communication et d'action, pour fédérer et inclure nos sympathisants éparpillés par notre contexte géographique. Une fois un rapport de force favorable par une implantation importante et une capacité d'action suffisamment large, la transition vers un parti de masse, puis éventuellement vers la lutte armée pour une révolution socialiste, si nous n'obtenons pas le droit de légiférer et l'auto-détermination. Nous voyons l'autonomie comme une possibilité de progression vers une transition indépendantiste, mais la question de l'autonomie en pose d'autres. Quel contre-pouvoir législatif peut bien exister ? Que signifie réellement

l'autonomie d'un point de vue décisionnaire ? Et si les partis bourgeois restent à la tête de la collectivité et de l'assemblée, en quoi cela profitera au peuple corse de passer des mains de la bourgeoisie française à celles de la bourgeoisie corse ? Les stratégies se constitueront évidemment en détail en fonction du contexte dans lequel nous évoluerons.

CDP : Quel rôle doivent jouer les communistes sur le continent face à la situation en Corse ? Avez-vous un message à donner aux révolutionnaires de l'Etat français ?

M : Les relations internationales sont une des bases du marxisme-léninisme, chaque mouvement révolutionnaire sérieux s'est créé aussi par des relations fraternelles avec les révolutionnaires du monde entier. Nous entretenons des relations d'entraide et de fraternité avec nos camarades français, basques, italiens, irlandais, sardes, palestiniens, et nous soutenons tous ceux actuellement en lutte contre le capitalisme dans le monde, en Inde, au Brésil, aux Philippines, etc. Nos camarades du continent doivent combattre d'impérialisme de leur Etat en premier lieu par la solidarité ouvrière et entre les peuples, en menant des actions de visibilité, des blocages de troupes envoyées en Corse, ou n'importe quelle action susceptible de nous aider. Nous saluons fraternellement tous nos camarades qui se sont mobilisés et qui ont contribué à partager notre lutte au-delà de l'image des médias bourgeois. Uniti saremu piu forti, uniti vinceremu ! Pè a lotta, pè a corsica nazione, pè u socialismu!

LA SITUATION DES APPRENTIS EN FRANCE

L'esclavage a en théorie été aboli en 1848 en France. Mais qu'en est-il vraiment ?

Si la bourgeoisie ne peut plus profiter de main d'œuvre gratuite, il existe en réalité des alternatives afin d'exploiter des hommes et femmes pour leur profit. Par exemple, dans les pays soumis à l'impérialisme, les travailleurs ne possèdent que peu ou pas de droits et la bourgeoisie en profite pour faire du profit. Ainsi, le continent africain, bien qu'il soit le continent le plus riche en ressources, a le taux de pauvreté le plus élevé au monde.

Cependant, d'autres "stratégies" sont utilisées par la bourgeoisie (ou même par la petite-bourgeoisie) afin d'exploiter le prolétariat local, et cela avec le soutien assumé et officiel de l'État français. Un de ces stratagèmes s'appelle l'apprentissage, qui peut prendre plusieurs formes, avec par exemple le Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP). Bien que cela paraisse être une bonne chose pour les apprentis qui apprennent alors un métier qui leur permettra de trouver du travail plus tard, ce type de contrat les condamne en réalité à être exploités et volés par leur patron.

Certes, la condition des apprentis varie selon les professions exercées et le ressenti de chacun, mais une grande part des apprentis exerçant un métier manuel ont des conditions de travail compliquées et un travail physique inadapté à leur âge.

Pour comprendre comment se passe leur quotidien, nous avons parlé avec un apprenti de 16 ans qui fait son apprentissage dans un garage Ford. Il porte des charges qui ne sont pas adaptées à son âge (ces charges sont des pneus qui peuvent peser jusqu'à 40-45 kg) et sa santé est menacée par son travail à tel point que ses mains paraissent être celles d'un homme de 60 ans.

Lors d'un accident de travail pendant lequel un démonte-pneu est tombé sur son crâne, il n'a eu le droit qu'à un seul jour d'arrêt de travail.

De plus, il ne peut pas faire autant de pauses que ses collègues, n'a aucun répit dans son travail, tout cela pour un salaire d'un peu plus de 400€ par mois. Son chef gagne des milliers d'euros par mois par son exploitation, en partie grâce aux aides de l'État, qui encouragent les entreprises à exploiter des apprentis. Voici ce que dit le Ministère du Travail : "Pour les entreprises, l'aide couvre 100 % du salaire d'un apprenti de moins de 21 ans". Autrement dit, les apprentis sont de la main d'œuvre gratuite qui permettent aux bourgeois de faire un surprofit colossal.

Il suffit de faire le calcul du surprofit que fait le patron de l'adolescent interrogé : en une journée de travail, l'apprenti a produit 12 changement de pneus qui valent chacun 14,99€, une révision qui vaut environ 400€ (ce qui de plus est supérieur à ce que doivent payer les clients dans

beaucoup d'autres garages), et un montage 4 roues (~60€)

Cela donne $12 \times 14,99 + 400 + 60 = 639,88$ € (ce chiffre n'est cependant pas précis)

Cela avec presque aucune consommation intermédiaire - mise à part peut-être quelques changements de filtres lors de la révision de la voiture.

Le chef d'entreprise a donc volé plus de 600€ à son apprenti en un jour. C'est un surprofit énorme, que les patrons ne pourraient obtenir avec le système salarial habituel et sans ce vol soutenu et encouragé par l'État dont la nature bourgeoise apparaît d'autant plus clairement. L'apprenti a finalement démissionné en raison des dégâts physiques et moraux que son travail lui causait.

Cette exploitation est tellement lucrative qu'entre 2017 et 2021 le nombre de contrats d'apprentissage dans le secteur privé a été multiplié par 2,4, d'après le Ministère du Travail.

La présence d'adolescents sur les lieux de travail peut parfois être fatale. Par exemple, un élève de 14 ans en stage d'observation en classe de 3ème, sur un chantier près de Nantes, est mort suite à l'effondrement d'un mur.

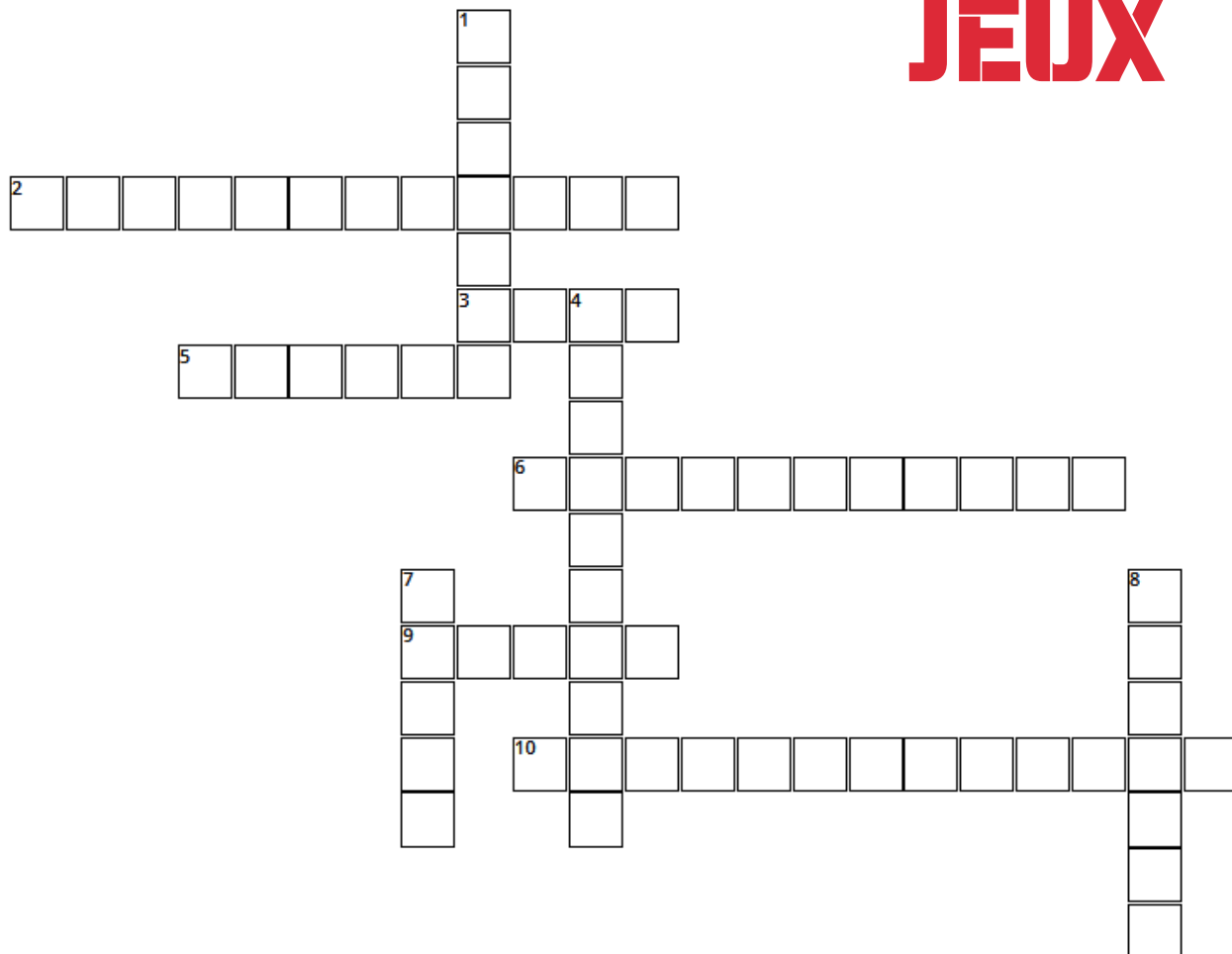
De plus, nous observons que les apprentis en CAP ont été pour la majorité des élèves en échec scolaire ou en situation de handicap. Ainsi, d'après le Ministère de l'Éducation, 65% des apprentis en CAP sont issus de sections SEGPA, ULIS ou IME. Autre chose intéressante : d'après le Ministère de l'Éducation, en 2017, "le niveau de vie des élèves de Segpa est relativement faible : 75 % appartiennent aux 30 % des familles les moins aisées" et 17,4% d'entre eux sont issus de l'immigration. Nous observons ainsi que la majorité des élèves en CAP proviennent de milieux défavorisés.

Le système éducatif condamne les élèves issus des classes inférieures à l'impossibilité de s'émanciper de leurs conditions et à être exploités toute leur vie.

Seul un système socialiste où les travailleurs possèdent les moyens de production peut arrêter l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie, et son établissement ne peut passer que par la révolution. En attendant celle-ci, nous devons faire en sorte que les travailleurs prennent conscience de leur propres conditions et qu'ils s'unissent au lieu de se battre entre eux pour des raisons ethniques ou sociétales.

L'exploitation des adolescents est déjà bien réelle et Emmanuel Macron souhaite étendre cette exploitation, avec son projet de faire travailler les enfants en alternance dès 12 ans !

À quand le retour du travail des enfants en France ?



Horizontal

2. Le stade du capitalisme marqué par les guerres et les révolutions
3. Philosophe allemand créateur du socialisme scientifique et du marxisme
5. Celui qui est renversé par les esclaves unis
6. La classe actuellement au pouvoir en France qui exploite le prolétariat
9. Être ensemble
10. L'opposition entre deux choses

Vertical

1. Idéologie anti-scientifique qui discrimine les humains selon la couleur de peau, la religion etc
4. Prise de pouvoir d'une classe sur une autre
7. Combat pour une cause
8. Pays occupé par une puissance étrangère

Solutions au prochain numéro...

ABONNEMENT / CONTACT

Contactez-nous si vous souhaitez :

- > Envoyer un article / une production artistique
- > Donner votre avis / faire des propositions
- > Diffuser le journal dans votre quartier

causedupeuple@protonmail.com




[@cause_du_peuple](https://www.facebook.com/@cause_du_peuple)

**ENSEMBLE, CRÉONS ENFIN UN MÉDIA
POPULAIRE POUR LA RÉVOLUTION !**